



Journal de la section des Vosges CGT - Finances Publiques

Numéro 20
septembre 2020

LE MONDE D'APRÈS...

CAP 2022 :

Suppression de 120 000 postes dans la Fonction Publique sous le quinquennat MACRON

*

Contrat d'objectifs et de moyens à la DGFIP (2020-2022)

4900 suppressions de postes !

- 1500 en 2020
- 1800 en 2021
- 1600 en 2022



*

Gel du point d'indice confirmé pour 2021 :

Le préjudice salarial s'établit à près de 18% depuis janvier 2000.

PARTAGEONS LES RICHESSES!!



*

Mobilisation interprofessionnelle à l'appel de la CGT et Solidaires le 17/09/20

Manifestation devant la préfecture Epinal à 14h.

La DGI et le TRESOR PUBLIC étaient deux administrations dont la technicité était reconnue et dont la présence sur l'ensemble du Département offrait au contribuable une garantie de qualité de service à proximité de leur domicile. Fusionnées pour des raisons budgétaires et ainsi favoriser une cure d'austérité en matière de moyens humains et matériels, qu'en reste-t-il aujourd'hui et quid de l'avenir ?

Les trésoreries ont vu leur nombre décroître aussi vite que s'assèchent les cours d'eau en juillet !

Un miroir aux alouettes destiné à leurrer les élus locaux (alouette, gentille alouette, je te plumerai...) nommé **Nouveau Réseau de Proximité** va s'y substituer...avec des moyens en trompe l'œil et pour des durées aussi aléatoires que « révisables » selon le niveau de fréquentation mesuré sur place !

Il suffit pourtant de préciser que le nombre de structures de la DDFIP des Vosges vouées à la destruction dans les 3 prochaines années est équivalent aux suppressions enregistrées depuis 10 ans pour se convaincre de la nocivité de ce funeste projet !

Les SIP et SIE vont, après des cures d'amaigrissement en matière de moyens et d'effectifs, faire leurs valises pour rejoindre EPINAL, voire ST DIE DES VOSGES qui seront toujours plus chargés mais sans les effectifs appropriés ! La technique est passablement éprouvée depuis plus de 20 ans !

Avec quels moyens ? Le gouvernement compte d'une part sur l'érosion naturelle des effectifs et les suppressions pluri-annuelles pour réduire à leur plus simple expression les implantations physiques des structures DGFIP.

Les missions de contrôle fiscal dans le département des Vosges étaient considérées, il y a quelques années encore, comme des missions phares du département. **Mais cela, c'était avant...**

Après avoir largué la Brigade de Vérification Départementale à la DIRCOFI comme on se déleste de kilos superflus, c'est le **Pôle de Contrôle et d'Expertise** qui est dans le collimateur. Autrefois fort de 16 agents, ce service en comptera 7 au 1^{er} septembre 2020. Mais il fera vraisemblablement figure d'attraction au niveau national ! En effet, quel département peut se targuer de laisser un service sans responsable sur place ! Mais il est vrai que des tâches bien plus importantes (audit, contrôle des congés et autres autorisations d'absence) accaparent les employés supérieurs !



Autre spécificité du PCE, sa responsable a connu la fiche de poste à double détente suite à son départ programmé au 1^{er} septembre !

Une première en douceur, classique, publiée au niveau local, et une deuxième plus rude voire assassine, publiée au niveau national, a mis en cause les qualités des agents et de leur chef de service ! Sûrement une façon de les remercier (c'est l'amour vache) pour les excellents résultats obtenus depuis nombre d'années !

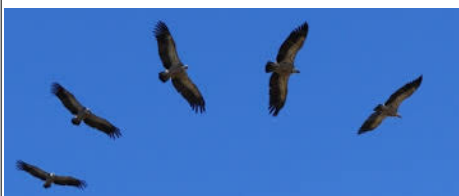
Quand on veut tuer un chien, on dit qu'il a la rage...

La **Brigade de Contrôle et de Recherche**, autrefois, service important s'agissant de la programmation du contrôle fiscal, est réduit quasiment à sa plus simple expression avec 1 A et 2 B...

Gare au **Pôle de Contrôle Revenu et Patrimoine**, car on l'aura bien compris, le contrôle n'est plus en odeur de sainteté dans les Vosges...



Certes, l'encadrement supérieur au niveau départemental ne compte guère, sinon aucun, spécialiste de la Fiscalité des particuliers ou des professionnels... Ceci explique peut-être le peu d'intérêt porté à l'égard des missions et des agents qui travaillent au sein de ces services...



Par ailleurs, quid aussi demain du Cadastre dont le plan bicentenaire verrait sa mise à jour confier aux techniciens de la vente de l'IGN et la révision des locaux d'habitation passer à la moulinette de l'outil prétendument innovant **Gérer Mon Bien Immobilier**...sans omettre le SPFE bientôt placé en mode unique sur le département et dont les tâches sont vouées à être transférées dans un centre national ?

Un dernier mot sur la prime dite COVID et les futures rémunérations au mérite :

La prime **COVID** a engendré bien des déceptions parmi les personnels particulièrement impliqués durant la période sanitaire exceptionnelle du printemps dernier (choix des agents et montants des attributions opaques, enveloppe globale non dépensée).

Cette prime préfigure malheureusement des futures rémunérations au mérite type RIFSEEP promises par les gouvernants... La prime de rendement avait en son temps suscité nombre de rancœurs et d'incompréhensions durables générées par des modalités d'attribution aussi opaques que subjectives !

Ce monde d'après ressemble décidément au monde d'avant mais en pire !

La loi de transformation de la Fonction Publique votée en 2019 apportant son lot de régression sociale et statutaire (rupture conventionnelle, mobilité fonctionnelle, recours aux contractuels, suppression des CHS-CT, suppression des CAPL et CAPN, ajoutée aux externalisations de missions annoncées, au gel persistant de la valeur du point d'indice...et la réforme rétrograde des retraites toujours sur le métier...



Alors toutes et tous en grève le 17/09/20 !!!

Manifestation interprofessionnelle

**Préfecture Epinal
14H00**



Contact : <http://www.financespubliques.cgt.fr/88/>